

LEVALLOIS SPORTING CLUB
Association loi 1901
Siège social : 24 rue Louise Michel
92300 LEVALLOIS PERRET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 30/06/2025

Jean-François AVRIL Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris

64 bis, rue de Monceau 75008 PARIS • SIREN : 417 770 039 • 01 73 73 00 00
contact@h-2-c.net • TVA FR95417770039 • CL PARIS WAGRAM (00413)
IBAN : FR96 3000 2004 1300 0000 8229 R19 • SWIFT : CRLYFRPP

LEVALLOIS SPORTING CLUB
Association loi 1901
Siège social : 24 rue Louise Michel
92300 LEVALLOIS PERRET

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 30/06/2025

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LEVALLOIS SPORTING CLUB relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 21 novembre 2025



Le Commissaire aux comptes
Jean-François AVRIL

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	26 086	18 148	7 938	10 237
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	553 139	381 113	172 026	147 865
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	466 799	460 004	6 795	46 795
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	12 492		12 492	17 706
TOTAL I	1 058 517	859 265	199 252	222 603
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	105 578		105 578	108 533
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	778 299	75 000	703 299	885 172
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	769 366		769 366	382 791
Charges constatées d'avance	109 994		109 994	69 149
TOTAL II	1 763 237	75 000	1 688 237	1 445 646
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	2 821 754	934 265	1 887 489	1 668 248

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	114 690	114 690
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	77 795	55 713
Excédent ou déficit de l'exercice	164 756	22 082
Situation nette (sous total)	357 241	192 485
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 675	7 659
Provisions réglementées		
TOTAL I	363 915	200 144
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	244 708	225 000
Provisions pour charges		
TOTAL III	244 708	225 000
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	57 653	35 326
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	280 955	211 884
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	808 731	943 274
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 779	20 344
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	111 747	32 276
TOTAL IV	1 278 865	1 243 104
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	1 887 489	1 668 248

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	5 743 889	5 258 171
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	188 453	134 634
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	900 166	884 095
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	4 353 636	4 409 371
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	119 039	155 267
Mécénats	129 687	262 213
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	42 103	18 300
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	17 942	17 226
TOTAL I	11 494 916	11 139 277
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	144 830	141 426
Variation de stock	2 956	(10 624)
Autres achats et charges externes	3 063 490	2 808 406
Aides financières	13 500	25 000
Impôts, taxes et versements assimilés	375 237	389 931
Salaires et traitements	4 729 690	4 969 569
Charges sociales	1 768 397	1 939 407
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	50 603	58 281
Dotations aux provisions	125 050	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	963 830	930 798
TOTAL II	11 237 583	11 252 194
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	257 333	(112 917)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 118	953
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	3 118	953
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	170 000	290 004
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	170 000	290 004
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(166 882)	(289 051)

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	90 451	(401 968)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	29 700	82 952
Sur opérations en capital	51 984	294 850
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	145 000	72 000
TOTAL V	226 684	449 802
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	37 377	25 346
Sur opérations en capital	344	407
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	114 658	
TOTAL VI	152 379	25 752
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	74 305	424 050
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	11 724 717	11 590 033
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	11 559 962	11 567 950
EXCEDENT OU DEFICIT	164 756	22 082
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	2 633 942	2 521 309
Bénévolat	179 519	179 858
TOTAL	2 813 461	2 701 167
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	(2 633 942)	(2 383 128)
Prestations en nature		(138 181)
Personnel bénévole	(179 519)	(179 858)
TOTAL	(2 813 461)	(2 701 167)

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	114 690				114 690
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	55 713	22 082			77 795
Excédent ou déficit de l'exercice	22 082		164 756	22 082	164 756
Situation nette	192 485	22 082	164 756	22 082	357 241
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	7 659		340 000	340 984	6 675
Provisions réglementées					
TOTAL	200 144	22 082	504 756	363 067	363 915

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

1. Présentation de l'entité

1.1. Identité, organisation

a) Objet social de l'association

L'association Levallois Sporting Club, créée le 8 décembre 1983, a pour objet :

- ✓ Organiser et développer des activités physiques et sportives au profit de ses membres ;
- ✓ Promouvoir le sport sur le plan local et au niveau du département des Hauts de Seine, directement ou par voie de création d'une société sportive ou de prise de participation dans de telles sociétés, conformément aux dispositions légales en vigueur.

b) Activités de l'association

Le LSC est le premier omnisport de France avec ses 37 sections sportives. L'association organise, pour ses membres, la pratique du sport et des activités physiques lors d'initiations, de cours, d'entraînements, de stages et de compétitions.

c) Fiscalité

Il y a une sectorisation fiscale sur la boutique du LSC, le tour de France de triathlon, qui est soumise à la TVA et à l'impôt sociétés... Les recettes des sponsors sont également fiscalisées.

Enfin, les titres de participation des SASP rentrent également dans le secteur fiscal.

Les autres sections du LSC ne sont pas fiscalisées mais restent soumises à la taxe sur les salaires.

d) Effectifs

- L'effectif des salariés au 30/06/2025 : 356 salariés pour 108.40 Etp (équivalent temps plein).

En effectif	A fin 0625			
Homme/Femme	2024/2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022
Femme	95	98	103	109
Homme	261	270	269	267
Total général	356	368	372	376

En ETP	A fin 0625			
Homme/Femme	2024/2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022
Femme	30,48	30,17	39,24	40,88
Homme	77,92	84,06	85,31	85,44
Total général	108,40	114,23	124,55	126,32

En effectif				
Catégorie	2024/2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022
CADRE	7	14	17	19
CADRE FORFAIT JOURS	10	5	8	1
STAGIAIRE	1	2	1	-
EMPLOYE NC	202	215	219	201
FONCTIONNAIRE	18	16	19	23
INDEMNISE	108	107	98	121
APPRENTI	10	9	10	11
Total général	356	368	372	376

En ETP				
Catégorie	2024/2025	2023/2024	2022/2023	2021/2022
CADRE	6,32	13,23	13,34	15,85
CADRE FORFAIT JOURS	9,17	5,00	5,43	0,58
STAGIAIRE	0,02	0,42	0,13	
EMPLOYE NC	69,38	77,36	84,20	82,14
FONCTIONNAIRE	2,86	3,01	3,21	4,07
INDEMNISE	13,09	11,80	11,20	14,59
APPRENTI	7,56	3,41	7,04	9,09
Total général	108,40	114,23	124,55	126,32

- L'effectif des bénévoles au 30/06/2025 : 272 membres.

BENEVOLAT		
Moyens mis à la disposition de l'association	Valorisation	Valorisation
Conseil d'administration	11	0 €
Bureau des Sections	131	0 €
Soutien à l'activité	130	179 519 €
Total =	272	179 519 €

Au 30/06/2025, les dirigeants de l'association sont tous bénévoles, ils ne perçoivent aucune rémunération ni avantage en nature.

Les représentants des adhérents et les bénévoles des sections ne perçoivent, eux non plus, aucune rémunération ni avantage en nature.

e) Ventilation de l'effectif salarié de l'association

L'échelle des salaires entre les différentes catégories salariales (hors salariés Indemnisés, Contrats d'apprentissage et les sportifs de haut niveau) est de 1 à 7.

f) Rémunération des dirigeants

En vertu de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, le montant total des trois plus hauts cadres dirigeants et cadre de direction salariés ou bénévoles s'élève à 430 779€ chargés.

1.2. Faits caractéristiques de l'exercice

La saison 2024/2025 a revêtu pour le Levallois Sporting Club une importance toute particulière puisqu'elle a été marquée par l'organisation, en début d'exercice, des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Ces deux échéances de tout premier ont été l'occasion de donner une nouvelle impulsion au projet sportif du LSC.

Le bilan sportif des Jeux pour les athlètes du Club illustre d'ailleurs parfaitement cette ambition retrouvée : avec 12 qualifiés dont 5 sont rentrés médaillés, le LSC a retrouvé le niveau qui est le sien après une édition des Jeux à Tokyo décevante.

Dans la foulée des Jeux, le LSC a poursuivi le travail de consolidation de son Pôle Haute Performance, avec pour objectif d'entamer sans attendre la préparation des Jeux de Los Angeles 2028. De ce point de vue, l'arrivée confirmée en décembre dernier d'Althéa Laurin, championne olympique en titre et d'Ismaël Bouzid, membre de l'équipe de France, au sein du LSC Taekwondo a démontré l'attractivité de notre Club auprès des plus grands champions.

Tout au long de la saison 2024/2025, le Club a par ailleurs porté plusieurs actions d'envergure.

La saison a ainsi été marquée par la création d'une nouvelle section au sein du Club. Le LSC aviron a vu le jour en septembre 2024 en partenariat avec le Cercle Nautique de France basé à Neuilly, sur le même modèle que ce qui se fait déjà en équitation ou au golf. Cette collaboration a permis à la section d'afficher complet dès sa première année d'existence.

Dans le courant de la saison, le LSC a également procédé à un redécoupage de ses sections sportives qui s'est traduit par la création de deux nouvelles sections : le kendo et la marche nordique/randonnée. De quoi donner une plus grande visibilité à ces disciplines à fort potentiel.

Le projet sportif du Club a également connu une forte accélération dans les sports collectifs que ce soit avec le second titre de championne de France des Mariannes 92 ou bien encore avec la première saison de l'équipe de basket professionnelle du Levallois Metropolitans Basketball Club, issue du rapprochement opéré à l'été 2024 entre le LSC et le groupe d'investisseurs privés GPS33.

Au terme de la saison 2024-2025, le LMBC a atteint les objectifs qui lui avaient été fixés en garantissant dès la mi-saison son maintien en troisième division pour l'exercice 2025/2026.

À noter également les très belles performances du LSC handball, champion de France de Nationale 3, et du LSC basket qui s'est lui qualifié pour la Nationale 3 la saison prochaine.

Enfin, la saison aura comme toujours été marquée par de nombreux événements sportifs, parmi lesquels nous pouvons citer la venue des frères Lebrun à Cerdan dans le cadre des championnats de France de tennis de table, ou bien encore le LSC Summer organisé en juin sur les quais de Seine et qui, pour la première fois, a dédié une journée complète à nos bénévoles, salariés et à leurs familles.

Concernant l'exercice 24-25 il est à noter que le LSC a comptabilisé pour 409 708€ de provision pour risque et charges et de dépréciations comme suit :

Titres de participation LMBB	170 000 €	Financier
Compte Associé LMBB	75 000 €	Exploitation
Abandon de créance LMBB	50 050 €	Exploitation
Prvision Litiges prud'hommaux	114 658 €	Exceptionnel
Total Provisions	409 708 €	

1.3. Evènements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à l'exercice sont les suivants :

- Montée en Nationale Masculine 2 de l'équipe du LSC handball
- La fermeture du stade D. Drogba, sur le début de saison et le remboursement d'un mois de cotisation de la section Football, pour environ 30k€.
- Refonte des statuts de l'Association
- Évolution du plan comptable général. Le règlement ANC 2022-06 apporte des modifications significatives au plan comptable général et s'appliquera obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 01 janvier 2025.

2. Règles et méthodes comptables

2.1. Référentiel comptable

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/07/2024 au 30/06/2025, dont le total du bilan s'élève à 1 887 489€ et dont le résultat présente un excédent 164 756€.

Les comptes annuels de l'exercice 2024/2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière dans le respect du principe de prudence. Les conventions suivantes ont été respectées :

- ✓ Continuité d'exploitation ;

- ✓ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- ✓ Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La dépréciation des éléments du bilan est prise en compte le cas échéant par l'intermédiaire de provisions spécifiques.

L'association a arrêté ses comptes en respectant les prescriptions du règlement 2014-03 du Plan comptable général et les prescriptions du règlement 2018-06 obligatoire à compter du 01/01/2020 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changements comptables

Aucun changement n'a été appliqué sur le plan comptable sur l'exercice 24/25.

3. Notes sur l'actif du bilan

3.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles enregistrent l'acquisition des droits d'utilisation des logiciels de gestion amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- ✓ Agencements et installations des constructions – 5 ans à 10 ans ;
- ✓ Logiciel – 1 à 5 ans ;
- ✓ Matériel et outillage – 3 à 5 ans ;
- ✓ Matériel de transport – 3 à 5 ans ;
- ✓ Matériel sportif – 3 ans à 10 ans ;
- ✓ Matériel de bureau et informatique – 3 à 5 ans ;
- ✓ Mobilier de bureau – 3 à 10 ans.

3.2. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres au 30.06.25 sont les suivants :

<u>Titres</u>	<u>Nbre de part</u>	<u>Valeur</u>	<u>Montant</u>	<u>Dépréciation</u>	<u>% dépréciation</u>
SCM - Levallois gestion	453	15	6 795,00		0%
SA LPSC- Mariannes (Volley)	9 070	20	290 004,18	290 004,18	100%
SAS LMBB- Métropolitains (Basket)	17 000	10	170 000,00	170 000,00	100%
	<u>26 523</u>	-	<u>466 799,18</u>	<u>460 004,18</u>	<u>99%</u>

Au 30.06.24, 100% des titres de la SA LPSC ont été provisionnés.

Au 30.06.25, 100% des titres de la SAS LMBC ont été provisionnés.

3.3. Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût d'acquisition. Dans la valorisation des stocks, les intérêts sont toujours exclus.

Une provision pour dépréciation, égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation (déduction faite des frais proportionnels de vente), est constatée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

3.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Au 30.06.25, la créance due par la SAS LMBB n'ayant pas été remboursée, une provision a été comptabilisée pour la totalité du compte soit 50 050.40€.

De même, le compte courant n'ayant pas été remboursé au 30.06.25 conformément à la convention signée, les 75 000€ ont également été provisionnés en totalité.

4. Notes sur le passif du bilan

4.1. Fonds propres

- ✓ Primes d'émission, de fusion, d'apport... : elles correspondent aux primes de fusion des associations absorbées depuis 2002 (LUTT, LRC, PLA).
- ✓ Après affectation du résultat (+164 756€) de l'exercice 2024/2025 le report à nouveau du L.S.C s'élève à +242 551€ au 30/06/2025 contre + 77 795€
- ✓ La situation nette s'élève à +357 241€ au 30/06/2025

1.1. Subventions d'investissement

Le solde du compte 131 : Subvention d'investissement s'élève à 347 659€ :

➤ LPSC (Mariannes-Volley) :	290 000€
➤ Escrime Handi :	7 659€
➤ LMBB (Métropolitains-Basket) :	50 000€

Une reprise totale des Mariannes a été effectuée pour 290 000€ dans le compte 139.

Une reprise totale des Métropolitains a été effectuée pour 50 000€ dans le compte 139.

La quote-part des dotations aux amortissement pour l'Escrime-Handi a été effectuée pour 984.38€ dans le compte 139.

1.2. Provisions pour risques et charges

- ✓ Il existe un certain nombre de litiges, dont certains ont fait l'objet de transactions en cours de paiement. L'association a provisionné le risque à la hauteur de son estimation du décaissement à venir. Au 30 juin 2025, le montant des provisions pour litiges s'élève à 244 708€.

<u>Libellé</u>	<u>Dde initiale</u> <u>du salarié</u>	<u>Solde</u> <u>Provision</u> <u>N-1</u>	<u>Dotation</u> <u>de l'année</u>	<u>reprise</u> <u>de l'année</u>	<u>Solde</u> <u>Provision</u> <u>N</u>	<u>% prov</u>
Judo	91 000	65 000		65 000	-	0%
Escrime	104 636	80 000		80 000	-	0%
Siege			55 000		55 000	
Siege	98 195	80 000	18 195		98 195	100%
	293 831	225 000	73 195	145 000	153 195	

<u>Libellé</u>	<u>Dde initiale</u> <u>du salarié</u>	<u>Solde</u> <u>Provision</u> <u>N-1</u>	<u>Dotation</u> <u>de l'année</u>	<u>reprise</u> <u>de l'année</u>	<u>Solde</u> <u>Provision</u> <u>N</u>	<u>% prov</u>
-						-
LPSC - Abandon de créance	50 050		50 050	-	50 050	100%
LPSC - litige salarié	125 644		41 463	-	41 463	33%
	175 694	=	91 513	=	91 513	

Total	469 525	225 000	164 708	145 000	244 708	
--------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	--

- ✓ Aucune provision de retraite n'a été comptabilisée à la clôture de l'exercice. L'Association évalue les provisions pour indemnité de départ en retraite selon la norme IAS 19 avec la méthode des unités de crédit - service prorata. Le montant de l'engagement s'élève à 443 819€ au 30 juin 2025. Le taux d'actualisation retenu est de 3.70%

2. Notes sur le compte de résultat

- ✓ Les subventions d'exploitation sont comprises dans les produits de l'exercice au cours duquel la décision d'octroi de la subvention a été notifiée. La subvention municipale est attribuée chaque année sur la base d'une année civile. La clôture de l'exercice de l'association ne coïncidant pas avec l'année civile, celle-ci est comptabilisée prorata temporis.

Soit pour la saison 24/25 :

- ✓ Les cotisations sont comprises dans les produits de l'exercice, le fait générateur est l'encaissement.
- ✓ Conformément à l'article 61 des statuts et de l'article 261-7-1.d du CGI, le montant des produits d'exploitation hors subventions s'élève à 7 141 280€. (11 494 916€ - 4 353 636€)

3. Honoraires

Le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat, au titre du contrôle légal des comptes, s'élève à 75 000€ pour l'exercice 2024/2025.

4. Contributions volontaires en nature

Le détail et la méthodologie de calcul de ces Contributions Volontaires en Nature font l'objet d'un document étant tenu à la disposition des tiers sur demande à la direction générale de l'association.

A noter qu'à compter de 2025, les personnels mis à disposition (98 000€) sont rétrocédés à la ville de Levallois et ne font plus l'objet d'une valorisation dans les contributions volontaires en nature.

Le montant des contributions volontaires en nature s'élève 2 813 461 € et se répartit de la façon suivante :

BIENS IMMOBILIERS UTILISATION 2024 - 2025	
CONSOLIDATION DES SECTIONS	
Moyens mis à la disposition de l'association	Valorisation
Boutique – Bâtiment au 49 rue Louise Michel (Boutique)	44 232 €
Locaux – Bâtiment au 24 rue Louise Michel (Evènementiel, Siège Budget Général)	219 336 €
Palais des sports Gabriel Péri (Aïkido, Badminton, Basket, Culture Physique Cross, Danses, Fit'n Forme, Gymnastique Artistique, Handball, Judo, La Ruche, Lutte, Volley Ball)	174 069 €
Palais des sports Marcel Cerdan (Aïkido, Badminton, Basket, Boxe Anglaise, Boxe Française, Danses, Escalade, Fit'n Forme, Karaté, La Ruche, Lutte)	193 638 €
Gymnase Eric Srecki (Aïkido, Badminton, Danses, Escrime, Fit'n Forme, Judo, La Ruche, Lutte, Tennis de Table)	220 300 €
Gymnase Marie-Claire Restoux (Danses, Fit'n Forme, Volley Ball)	41 950 €
Gymnase Auguste Delaune (Boxe Anglaise, Boxe Française, Cyclotourisme, Fit'n Forme, Handball, Kick Boxing, La Ruche, Lutte, Pelote Basque)	164 725 €
Gymnase Frédéric Delpla (Badminton, Escalade, Trampoline)	60 125 €
Gymnase Jean-Philippe Gatien (Handball, Judo, Karaté)	51 400 €
Complexe sportif Louison Bobet (Athlétisme, Football, Fitness, La Ruche, Ronde de Levallois, Tennis, Triathlon)	854 064 €
Centre aquatique de Levallois (Cardio Training, La Ruche, Natation, Plongée, Sauvetage, Triathlon)	282 285 €
Tennis Daniel Gey (Tennis, Ruche)	190 190 €
Pavillon Henri Salvador (Pétanque)	98 980 €
Total =	2 595 294 €

BENEVOLAT		
Moyens mis à la disposition de l'association	Valorisation	Valorisation
Conseil d'administration	11	0 €
Bureau des Sections	131	0 €
Soutien à l'activité	130	179 519 €
Total =	272	179 519 €

MATERIEL INFORMATIQUE	
Informatique	Valorisation TTC
Maintenance informatique (82 tickets à 80€)	6 560 €
Boîtes aux lettres M365	5 040 €
SOUS-TOTAL	11 600 €
BIENS MOBILIERS (LEASING / 3 ANS)	
Moyens mis à la disposition de l'association	Valorisation
4 véhicules	27 048 €
SOUS-TOTAL	27 048 €

Immobilisations

LSC

Période du 01/07/24 au 30/06/25
Edition du

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	49 206		1 796
TOTAL immobilisations incorporelles :	49 206		1 796
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	33 090		
Matériel de transport	47 090		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	136 276		26 071
Emballages récupérables et divers	310 024		44 942
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	526 480		71 013
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	336 799		335 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	17 706		1 500
TOTAL immobilisations financières :	354 505		336 500
TOTAL GÉNÉRAL	930 191		409 309

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légalés
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		24 915	26 086	
TOTAL immobilisations incorporelles :		24 915	26 086	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Install. techn., matériel et out. industriels				
Inst. générales, agencements et divers			33 090	
Matériel de transport			47 090	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		20 870	141 478	
Emballages récupérables et divers		23 484	331 481	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		44 354	553 139	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		205 000	466 799	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		6 713	12 492	
TOTAL immobilisations financières :		211 713	479 291	
TOTAL GÉNÉRAL		280 983	1 058 517	

Amortissements

LSC

Période du 01/07/24 au 30/06/25
Edition du

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	38 969	4 095	24 915	18 148
TOTAL immobilisations incorporelles :	38 969	4 095	24 915	18 148
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Installations techn. et outillage industriel				
Inst. générales, agencements et divers	28 473	1 672		30 146
Matériel de transport	47 090			47 090
Mat. de bureau, informatique et mobil.	106 734	11 621	20 526	97 829
Emballages récupérables et divers	196 318	33 214	23 484	206 048
TOTAL immobilisations corporelles :	378 615	46 508	44 010	381 113
TOTAL GÉNÉRAL	417 584	50 603	68 926	399 261

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	4 095		
TOTAL immobilisations incorporelles :	4 095		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales			
Installations techniques et outillage industriel			
Installations générales, agencements et divers	1 672		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	11 621		
Emballages récupérables et divers	33 214		
TOTAL immobilisations corporelles :	46 508		
TOTAL GÉNÉRAL	50 603		

Charges à Payer

LSC

Période du 01/07/24 au 30/06/25
Edition du

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 864
Dettes fiscales et sociales	487 894
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	634 758

Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	109 994	111 747
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	109 994	111 747

Produits à Recevoir

[illegible]

Provisions Inscrites au Bilan

LSC

Période du 01/07/24 au 30/06/25
Edition du

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées avant le 1.1.1992 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger constituées après le 1.1.1992 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	225 000	164 708	145 000	244 708
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	225 000	164 708	145 000	244 708

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation		75 000		75 000
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION		75 000		75 000

TOTAL GÉNÉRAL	225 000	239 708	145 000	319 708
----------------------	----------------	----------------	----------------	----------------

État des Échéances des Créances et Dettes

LSC

Période du 01/07/24 au 30/06/25
Edition du

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	12 492	12 492	
TOTAL de l'actif immobilisé :	12 492	12 492	
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	3 157	3 157	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	33 500	33 500	
Groupe et associés	75 000	75 000	
Débiteurs divers	666 642	666 642	
TOTAL de l'actif circulant :	778 299	778 299	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	109 994	109 994	

TOTAL GÉNÉRAL	900 786	900 786	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Après des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	57 653	57 653		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	280 955	280 955		
Personnel et comptes rattachés	360 922	360 922		
Sécurité sociale et autres organismes	390 177	390 177		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	4 708	4 708		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	52 924	52 924		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	19 779	19 779		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	111 747	111 747		

TOTAL GÉNÉRAL	1 278 865	1 278 865		
----------------------	------------------	------------------	--	--

© Sage

(1) Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du pulic	TOTAL	Dont générosité du pulic
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	5 992 615		5 675 651	
1.1 Cotisations sans contrepartie	5 743 889		5 258 171	
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	119 039		155 267	
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	129 687		262 213	
1.3 Autres produits liés à la générosité du public				
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	1 140 379		1 122 233	
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises	81 167		90 396	
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	1 059 212		1 031 837	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 353 636		4 409 371	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	238 088		380 300	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS			2 478	
TOTAL	11 724 718		11 590 032	
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	926 080		922 736	
1.1 Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	926 080		922 736	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS				
2.1 Frais d'appel à la générosité du public				
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	10 224 173		10 355 210	
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	409 708		290 004	
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES				
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	11 559 962		11 567 950	
EXCEDENT OU DEFICIT	164 756		22 082	

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

EMPLOI PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	795 064	841 138	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	5 890 856	5 584 658
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie	5 672 061	5 189 946
- Actions réalisées par l'organisme			1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	795 064	841 138	- Dons manuels	89 308	132 499
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	129 487	262 213
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	10 065 899	10 218 622			
TOTAL DES EMPLOIS	10 860 963	11 059 760	TOTAL DES RESSOURCES	5 890 856	5 584 658
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	114 658		2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	187 103	90 300
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		2 478
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	(4 897 661)	(5 382 324)
TOTAL	10 975 621	11 059 760	TOTAL	10 975 621	11 059 760
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)		

Effectif Moyen

EFFECTIFS	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	15,49	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	92,91	2
Ouvriers		
TOTAL	108,4	2

Liste des Filiales et Participations

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Résultat du dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)			
2. participations (10 à 50% du capital détenu)			
LMBB	955 000	17,8	(561 431)
LPSC	543 520	33,38	(31 305)
Levallois Gestion	15 455	43,68	(504 196)
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS			
1. filiales non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			
2. participations non reprises en A:			
- françaises			
- étrangères			

Liste des Filiales et Participations

Période du 01/07/24 au 30/06/25

LSC

FILIALES ET PARTICIPATIONS	Capital	Réserves et RAN avant affecta° résultat	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Valeurs comptables titres détenus Brute	Valeurs comptables titres détenus Netto	Prêts & avances consentis par la société non remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	Chiffre d'affaires HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par société au cours exercice
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONC. LES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. filiales (Plus de 50% du capital détenu)										
2. participations (10 à 50% du capital détenu)										
LMBB	955 000		17,8	170 000		125 050		654 548	(561 431)	
LPSC	543 520		33,38	280 004				1 946 037	(31 305)	
Levallois Gestion	15 455		43,68	6 795					(504 196)	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONC. LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPAT°										
1. filiales non reprises en A:										
- françaises										
- étrangères										
2. participations non reprises en A:										
- françaises										
- étrangères										